

LES RELATIONS FRANCO-PORTUGAISES DE 1916 À 1918

Marie-Claude Muñoz*

Ils furent 55000 soldats à combattre dans le Corps expéditionnaire portugais sur le front des Flandres et plus de 13000 travailleurs civils dans l'industrie et l'agriculture quand la France souffrait d'une pénurie de main-d'œuvre. En plein cœur de Paris, l'avenue des Portugais témoigne de cette participation lusitanienne aux côtés des Alliés.

Le 14 juillet 1918, le président Poincaré adressait un télégramme au chef de l'Etat portugais: *L'amitié du Portugal est très chère à la France. Les braves soldats de votre République ont été acclamés par le peuple de Paris, le nom des Portugais a été donné à une rue de la cité...*¹ Cette dénomination – avenue des Portugais² – est intervenue dans le courant de l'année 1918, en hommage à l'intervention des Portugais auprès des Alliés. Le prolongement de l'avenue des Portugais portera plus tard le nom de Jean Giraudoux. «*Cette disposition s'explique sans doute par le fait qu'il s'agit à la fois d'honorer un écrivain et de fixer le souvenir des rapports franco-portugais durant la guerre 1914-1918. Jean Giraudoux, lieute-*



nant en 1916, a été membre de la mission militaire qui s'est rendue au Portugal d'août à novembre 1916.

L'attribution de ces noms à des rues de Paris est significative de l'évolution des rapports entre les deux pays durant la période considérée. La guerre a développé de multiples relations: assistance mutuelle, échanges économiques, politiques, culturels, idéologiques. »³

1914-1916: la neutralité forcée

Dès les premiers jours de la guerre, le Portugal, fidèle à son alliance, avait pris position et offert son concours à l'Angleterre qui l'avait décliné. L'Angleterre ne souhaitait pas l'intervention d'un partenaire faible et divisé: la jeune République portugaise, proclamée le 5 octobre 1910, était en proie à de graves problèmes sociaux et politiques et confrontée à une opposition antiparlementaire et monarchiste. En outre, le Portugal était un élément important de la stratégie mondiale de l'Angleterre, tant par sa position géographique que par ses colonies, dont elle a essayé de se servir à plusieurs reprises (accords secrets de 1913 entre l'Angleterre et l'Allemagne, pour le partage des colonies portugaises, à la manière des accords de 1898). L'Angleterre voulait préserver la possibilité d'utiliser les colonies portugaises dans une éventuelle paix de compromis avec les Empires centraux. Au Portugal, démocrates et évolutionnistes étaient en faveur de l'intervention auprès des alliés qui représentaient la cause de la liberté, tandis que unionistes, monarchistes et cléricaux sympathisaient avec la cause allemande, incarnation de l'autorité et de l'ordre.

Outre l'alliance avec l'Angleterre, les raisons politiques de l'intervention étaient de deux ordres : la défense de l'empire colonial menacé par les Allemands et les éventuelles ambitions britanniques d'une part, la consolidation du nouveau régime et sa reconnaissance internationale par les grandes puissances d'autre part. « *Intérêt national intérêt colonial et intérêt républicain jouaient en faveur de l'intervention dans la guerre aux côtés des Alliés* »⁴

En dépit des attaques allemandes et des escarmouches aux frontières de l'Angola et du Mozambique dès 1914, le Portugal fut contraint à la neutralité par l'Angleterre.

La période 1914-1915 est marquée par une instabilité politique. La dictature militaire de Pimenta de Castro, période de repli dans le processus d'intervention, ne durera que quatre mois et sera renversée par une révolution armée le 14 mai 1915. Les démocrates reviennent en force, ils obtiennent la majorité aux deux chambres, Bernardino Machado est élu président de la République pour quatre ans en août 1915, Afonso Costa forme un gouvernement démocrate en novembre. Le nouveau cabinet engage le pays dans la voie de l'intervention.

1916 : l'entrée en guerre du Portugal

Au début de 1916, l'Angleterre, confrontée à des difficultés de frêt, sollicite le Portugal pour la réquisition de dizaines de navires marchands allemands, réfugiés depuis le début des hostilités dans les ports du continent et outre-mer.

En février, le Portugal réquisitionne plus de soixante-dix navires allemands et deux navires austro-hongrois, la riposte ne se fait pas attendre: l'Allemagne déclare la guerre au Portugal le 9 mars, les relations diplomatiques avec l'Autriche-Hongrie sont rompues. Un gouvernement d' « Union sacrée » entre démocrates et évolutionnistes a mission d'organiser une force expéditionnaire pour combattre en France, ainsi que plusieurs expéditions au Mozambique et en Angola. En neuf mois, le ministre de la guerre, Norton de Matos, réussit l'exploit, alors que l'armée était en réorganisation depuis 1911, d'organiser le Corps expéditionnaire portugais (CEP).

Le 20 octobre 1916, le protocole de Boulogne conclut les pourparlers franco-britanniques sur la question du Corps expéditionnaire portugais et assigne son rattachement à



l'armée britannique. L'Angleterre entend ainsi préserver une position que pourrait entamer une participation militaire portugaise aux côtes de l'armée française. Cependant, la coopération militaire et paramilitaire (création de l'aviation et de l'aéronautique maritime, installation d'une base d'hydravions à Aveiro pour la défense des côtes portugaises contre les sous-marins allemands) vont permettre à la France de renforcer ses positions au Portugal et son influence auprès de l'Etat portugais.

1917-1918 : Le Corps expéditionnaire portugais sur le front des Flandres

Le premier contingent du CEP débarque à Bres le 2 février 1917 et rejoint le front des Flandres où il vient renforcer le dispositif allié. Définitivement organisé le 20 avril 1917, le CEP compte 55 000 hommes.

La venue à Paris du président de la République portugaise Bernardino Machado, en octobre 1917, consacre la reconnaissance internationale du régime républicain.

Fin novembre 1917, la France demande le détachement d'un corps d'artillerie : le Corps d'artillerie lourde portugais (CALP). Les forces du CALP (70 officiers et 1260 soldats), mises à disposition du commandement français, débarquent le 15 janvier 1918.

Au Portugal, le gouvernement d'Afonso Costa privilégie la direction de la guerre et les relations internationales au détriment de la politique intérieure. Aussi, les difficultés économiques et financières qui résultent de cet effort démesuré, auquel s'ajoute l'envoi de troupes en Angola et au Mozambique (34 000 hommes), provoquent le mécontentement populaire. Les secteurs de droite hostiles à l'intervention déclenchent, le 5 décembre 1917, la révolution de Sidonio Pais, ancien ministre à Berlin, qui instaure une dictature militaire (Sidonio Pais sera assassiné le 14 décembre 1918). Germanophile, celui-ci affirme néanmoins sa fidélité aux engagements internationaux pris par le pays. Le contexte politique contraint la France à reconnaître la junte militaire.

Le sidonisme a des effets désastreux pour le CEP, qui est littéralement laissé à l'abandon. La relève des combattants des Flandres n'est plus assurée, l'effort de guerre diminue, les troupes sont démoralisées, les effectifs de la deuxième division, en première ligne, sont incomplets. Le commandement britannique décide de la relève de la deuxième division portugaise par une division anglaise pour les 9,10,11 avril 1918. Le 9 avril, les Allemands attaquent, le front portugais est enfoncé (bataille de la Lys), les forces portugaises perdent 7 199 hommes (614 tués et 6 585 prisonniers). Les 13 500 hommes restant de la deuxième division sont retirés du front. La reconstitution du CEP ne sera pas possible avant l'Armistice. Les pertes portugaises s'élèveront à près de 15000 hommes, avec plus de 2000 tués et disparus, 5600 blessés et 6900 prisonniers.

La coopération économique, l'envoi de travailleurs⁵

La guerre fit du Portugal, non seulement une source de ravitaillement en ressources matérielles, mais aussi un pourvoyeur de main-d'oeuvre pour la France. Le cadre diplomatique et juridique des relations économiques de guerre fut fixé par la Conférence économique interalliée de Paris (15-17 juillet 1916). La mission française d'armement au Portugal ou Mission Laurens assura pendant trois ans le ravitaillement de plusieurs services de guerre : fabrication d'obus pour les armées belges et françaises, achat de traverses de chemin de fer pour les Français et les Belges, plus tard pour les Américains, achat de wolfram pour les industries de matériel de guerre en France (le wolfram était un produit stratégique indispensable à la France et le Portugal constituait sa seule source d'importation).

Principal champ de bataille, la France souffrait d'une pénurie de main-d'oeuvre. L'économie de guerre avait besoin de travailleurs dans l'industrie et dans l'agriculture.



Elle fit appel à la main-d'oeuvre coloniale et étrangère; ainsi, la Convention du 28 de octobre 1916 avec le Portugal autorisa le recrutement de travailleurs civils : 10 000 ouvriers portugais. En mai 1918, le nombre total d'ouvriers portugais introduits en France s'élevait à 13800 dont 7300 déjà rapatriés à l'expiration de leur contrat.

Le courant d'immigration ouvrière en provenance du Nord du pays se poursuivra dans l'après-guerre en raison des nécessités de la reconstruction en France et de la dégradation des conditions de vie au Portugal. En l'absence d'une convention officielle entre les deux pays, deux missions furent envoyées à Lisbonne, l'une du ministère de l'Agriculture, l'autre du ministère du Travail. En 1925, les préfets des départements concernés recensaient 5 486 Portugais. Les principales zones d'implantation - le Pas-de-Calais, la Somme, le Nord - étant des régions fortement touchées par la guerre, il s'agirait donc d'introductions nouvelles par rapport à celles des années 1917-1918, employées dans les fabriques d'armement et dans l'agriculture, dont une bonne partie se serait fixée dans les zones industrielles de Paris et Lyon, et dans les zones agricoles du Midi. On peut penser, souligne Derou, que les données réelles sur l'immigration ouvrière portugaise allaient bien au-delà de ces chiffres. Outre sa fonction économique, l'immigration devint un facteur d'interpénétration sociale.

Quant à l'évolution générale des relations économiques de l'après-guerre, elle sera pour la France un échec, au regard des ambitions qu'elle avait nourries durant le conflit.

La coopération politique et idéologique

Les interventionnistes portugais trouvèrent dans la France la référence à la justification idéologique de l'engagement de leur pays : la défense de la civilisation, de la liberté et du républicanisme. Le renversement du président Machado et du cabinet Costa par la junte militaire de Sidonio Pais contraignit les démocrates à l'exil. Dans leur entreprise de reconquête du pouvoir, les réfugiés reçurent le soutien de la France, notamment de la franc-maçonnerie. Les rapports étroits entre le parti démocrate et le Grande Oriente Lusitano Unido, et entre ce dernier et le Grand Orient de France, rendirent possible la création à Paris, rue Cadet, de la loge Portugal, centre d'activités des réfugiés. Au Portugal, les divergences politiques entre radicaux et conservateurs au sein de la franc-maçonnerie avaient poussé le groupe le plus à droite à se rendre autonome du Grande Oriente Lusitano Unido ; la dissidence appuya Sidonio Pais. Le soutien constant de la France aux démocrates marque la volonté de développer son influence au Portugal aux dépens de l'Angleterre.

1919 : La conférence de la Paix, le traité de Versailles

Engagé sur deux théâtres d'opérations, le Portugal avait mobilisé près de 200000 hommes, dont 99000 embarquèrent pour les campagnes d'Europe et d'Afrique. Entre janvier 1917 et novembre 1918, le Portugal envoya 65000 hommes en Europe ; entre 1914 et 1917, il envoya 34 000 hommes en Afrique⁶, où la moitié des troupes était composée de soldats africains recrutés en Angola et au Mozambique. Les pertes subies ainsi que l'effort de guerre considérable consenti par le Portugal l'autorisèrent à revendiquer une place à la conférence de la Paix que débuta de 8 janvier 1919 à Paris.

Toutefois le prestige du Portugal avait été ruiné par le sidonisme et l'aggravation de l'instabilité politique (assassinat de Sidonio Pais, guerre civile, monarchie du Nord), et la délégation portugaise dut lutter pour obtenir une représentativité égale à celle des autres belligérants. Elle réussit à préserver l'intégrité de son empire colonial ; le traité de paix de Versailles (28 juin 1919) restitua au Portugal le territoire de Kionga au nord du Mozambique, usurpé par les Allemands en 1894, reconquis par les troupes portugaises le 10 avril



1916. Par ailleurs, un pourcentage acceptable des réparations demandées lui fut attribué. Afonso Costa siégera à la première assemblée de la Société des Nations.

Les lieux de mémoire

La mémoire de l'engagement portugais dans la Première Guerre mondiale est présente sur le sol portugais et sur le sol de France : avenue des Alliés à Porto ; avenue des Portugais à Paris ; monument aux morts de la Grande Guerre, avenida da Liberdade à Lisbonne ; monument commémoratif de La Couture (Pas-de-Calais)⁷ ; monument aux morts d'Ambleteuse ; mémorial de Boulogne-sur-Mer ; cimetière militaire portugais de Richebourg-l'Avoué (au portique d'entrée d'inspiration manuelle de Léal de Camara) ; chapelle de Notre-Dame de Fatima, construite dans les années 1970 par l'association d'immigrés «Les Amis de Notre-Dame de Fatima», à côté du cimetière portugais de Lorgies (Pas-de-Calais) : « en choisissant ce lieu, l'association voulut ainsi rappeler la mémoire des combattants portugais morts lors de la Première Guerre mondiale »⁸ Dans l'abbaye de Batalha, haut lieu de la patrie portugaise, proche des tombeaux des rois, la salle capitulaire abrite la tombe du Soldat inconnu où reposent les corps de deux soldats tombés l'un en France, l'autre en Afrique, ainsi que le «Christ de Tranchées », Christ mutilé par la mitraille, du calvaire de Neuve-la-Chapelle, offert par la France pour le quarantième anniversaire de la bataille de la Lys.

Expression de la ferveur populaire ou glorification de la Patrie, ces hommages aux morts de la Grande Guerre inscrivent cette page de l'histoire portugaise et de l'histoire mondiale, dans la mémoire des générations au Portugal et en France.

Notas

- ¹ Ferreira Martins (General), França-Portugal. Lisboa, Ed. Neogravura, 1965, 129 p. + illustr.
- ² Avenue que l'on emprunte au sortir de la station de métro Kléber pour se rendre au Centre culturel portugais - la Fondation Gubelkian - avenue d'Iéna.
- ³ J. Derou, Les relations franco-portugaises à l'époque de la première république parlementaire libérale (5 octobre 1910 – 28 mai 1926). Paris, Publ. de la Sorbonne, 1986, 271 p.
- ⁴ A.H De Oliveira Marques, Historia de Portugal. Vol III: « Das revolucoes liberais aos nossos dias ». Lisboa, Palas Ed., 1981, 694p.
- ⁵ L'essentiel des informations de cette partie est emprunté à Derou, op. Cit.
- ⁶ Selon les sources, l'estimation des pertes en Afrique va de 5 000 à 25 000 tués européens et africains.
- ⁷ Lieu de pèlerinage des délégations d'anciens combattants portugais lors des cérémonies du 11 novembre.
- ⁸ A. Marrucho, « Immigration et mouvement associatif portugais dans la région Nord de la France », in Le rôle du mouvement associatif dans l'évolution des communautés immigrées. s/direct. M. Catani et E. Palidda, rapport final FAS-DPM, vol. 1, 1987.

Referências

- Bourdon, *Histoire du Portugal*, Paris, PUF, Quesais-je ? n° 1394, 2^e édition, 1977, 126 p.
- Ferreira Martins (Général), *Portugal na grande guerra*, Lisboa, Ed. Atica, 1935, 2 vol., 317 p., 351 p.
- J. Marcade, *Le Portugal au XX^e siècle. 1910-1985*, Paris, PUF, 1988, 240 p.
- P. Renouvin, *La crise européenne et la Première Guerre mondiale (1904-1918)*, Paris, PUF, 1969, 779 p.
- J.-H. Saraiva, *Historia concisa de Portugal*, Lisboa, Publicacoes Europa-America, 1978, 359 p.

* Ecole des hautes études en sciences sociales.

